

## DECRETS & ARRETES RELATIFS A LA REFORME 2018

THEMES	CONTENUS
<b>COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF)</b>	<p>Montant de la rémunération du salarié en CPF de transition et modalités de versement (notamment pour les entreprises de moins de 50 salariés)</p> <p>Fonctionnement des COMITE PARITAIRE INTER REGIONAL (CPIR)</p> <p>Frais de gestion des CPIR (arrêté)</p> <p>Modalités de prise en charge de la VAE par la CDC ou par les CPIR</p> <p>Taux de contribution au financement du CPF pour les travailleurs handicapés travaillant dans le cadre d'établissement ou de service d'aide par le travail</p> <p>Modalités d'application des dispositions relatives au CPF</p> <p>Dévolution des biens des OPACIF</p> <p>Conversion des heures de DIF et de CPF acquises au 31 décembre 2018</p> <p>Versement à la CDC des abondements par les financeurs</p> <p>Conditions dans lesquelles les actions autres que les formations certifiantes sont éligibles au CPF</p> <p>Valeur annuelle du CPF et plafond en euros, majoration pour les personnes les moins qualifiées</p> <p>Actualisation triennale éventuelle du CPF</p> <p>Montant de l'abondement en cas de non respect de ses obligations de gestion des parcours par l'employeur et montant de la somme à verser</p> <p>Délai de réponse de l'employeur à une demande de CPF pendant le temps de travail</p> <p>Condition d'ancienneté pour bénéficier du CPF de transition</p> <p>Modalités d'accompagnement du salarié et de prise en charge financière du CPF de transition</p>
<b>CONSEIL EN EVOLUTION PROFESSIONNELLE (CEP)</b>	<p>Cahier des charges (arrêté)</p> <p>Modalités d'information des personnes sur l'accès au CEP et son contenu par les opérateurs de CEP</p> <p>Modalités de partage des données entre les opérateurs de CEP</p>
<b>ACTION DE FORMATION</b>	<p>Modalités de la formation en situation de travail et de la formation délivrée en tout ou partie à distance</p> <p>Modalités de la formation en situation de travail et de la formation délivrée en tout ou partie à distance</p> <p>Conditions d'application des dispositions législatives relatives aux actions de formation et aux certifications</p>

## QUALITE

Critères de certification des prestataires de formation et actions assimilées  
Référentiel national fixant les indicateurs d'appréciation des critères qualité  
Conditions d'application des dispositions législatives relatives à la qualité

## PLAN DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

Modalités d'application des dispositions relatives aux formations HTT

## CONGÉ VAE

Modalités de réponse par l'employeur. Niveau des salariés pouvant bénéficier d'un congé majoré. Modalités de financement du congé et de la rémunération

## CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Modalités de la visite d'embauche réalisée par un médecin de ville

Modalités de dépôt du contrat d'apprentissage auprès de l'opérateur de compétences  
Modalités de l'expérimentation de l'apprentissage en milieu pénitentiaire  
Modalités de financement de la formation qui débute la formation en CFA sans employeur

Dérogations aux durées maximales du travail pour les apprentis de moins de 18 ans

## APPRENTISSAGE

### ORGANISATION DES CLASSES "PREPA-METIERS" EN TROISIEME

Modalités de rupture du contrat d'apprentissage à l'initiative de l'apprenti  
Modalités de diffusion des informations obligatoires communiquées par les CFA sur leurs résultats (arrêté Ministère EN et Ministère Travail)  
Organisation du contrôle pédagogique exercé par les ministres certificateurs, les branches professionnelles et les chambres consulaires pour les diplômés préparés par apprentissage

Sous-traitance de certaines des missions des CFA aux chambres consulaires  
Règles et seuils de la comptabilité analytique des CFA (arrêté)  
Modalités de conclusion d'une convention pour l'achat de prestation de formation, de VAE, de bilan ou d'apprentissage  
Modalités de récupération des excédents de TA et CSA par France compétences et d'affectation aux CFA pour leur développement  
Modalités et montant de l'aide à l'apprentissage versée aux entreprises de moins de 250 salariés

## FORMATION INITIALE

Modalités de validation des examens à distance dans les établissements supérieurs d'enseignement privé  
Création des campus des métiers  
Liste des écoles de production (arrêté)

## PRO A

Niveau de qualification des salariés qui peuvent en bénéficier  
Modalités de dépôt de l'avenant au contrat pour les bénéficiaires de la Pro-A

## CERTIFICATION PROFESSIONNELLE

Composition, organisation et fonctionnement des CPC  
Modalités de concertation entre l'enseignement supérieur et les organisations patronales et syndicales pour la création, révision ou suppression de diplômes  
Modalités d'enregistrement des titres et diplômes au RNCP et au Répertoire spécifique  
Communication par les organismes certificateurs d'information au système d'information du CPF

Conditions d'honorabilité des organismes certificateurs et de finalité

## OBLIGATIONS OF

Information de Pole Emploi, de Cap Emploi ou des missions locales des entrées, sorties de demandeurs d'emplois ou personnes suivies par ces structures

## France COMPETENCES

Péréquation de l'alternance et financement de l'aide au permis de conduire

Modalités de répartition des fonds pour l'apprentissage entre les régions  
Modalités de reversement à la CDC, à l'Etat et aux opérateurs de compétences des financements

Financement du CEP

Versement aux CPIR pour le CPF de transition

Composition et fonctionnement du CA de France Compétences (et nomination du Président et du DG)

Recettes et modalités d'affectation

Application des dispositions relatives à France compétences et ses missions et notamment les modalités de péréquation des réserves des opérateurs de compétences

## ALTERNANCE

Niveau de financement des contrats d'apprentissage et de professionnalisation en cas de carence de la branche ou de niveau trop décalé avec les recommandations de France Compétences

## FINANCEMENT DE LA FORMATION

Organisation, modalités et critères d'affectation de la contribution unique ainsi que les modalités et conditions de recouvrement

Montant et modalités de déduction des dépenses directes des entreprises pour la formation des apprentis (ainsi que plafond de déductibilité)

Détermination des CDD autres que saisonniers qui sont exonérés de la contribution de 1 % sur les CDD

Réduction des versements pour franchissement du seuil de onze salariés

Conditions de déductibilité de la contribution spécifique des entreprises du BTP

## OPERATEUR DE COMPETENCES

Seuil de fonds gérés ou de nombre d'entreprises conditionnant l'agrément  
Contenu, périodicité et modalités d'évaluation de la convention d'objectifs et de moyens  
Constitution, attributions, fonctionnement  
Mise en œuvre du principe de transparence  
Information des entreprises et des OF sur les 2 premiers points  
Nomination d'un administrateur provisoire en cas de dysfonctionnement répété ou de défaillance  
Les conditions d'agrément et de rattachement de branches à un opérateur de compétences par l'administration

Règles relatives aux excédents financiers et versements à France Compétences  
Utilisation des versements et fonctionnement des sections  
Définition et modalités de fixation des plafonds de la COM

Création des FAF de non salariés au sein des opérateurs de compétences  
Modalités de fonctionnement de la section particulière qui peut recevoir les fonds des non salariés en application d'un accord de branche  
Plafonds de financement de la formation des tuteurs et maître d'apprentissage et de l'exercice de la fonction tutorale  
Plafond de financement de la convention cadre de coopération  
Utilisation des fonds de l'assurance chômage pour participer au financement des contrats de professionnalisation adultes  
Modalités d'utilisation des ressources

Modalités d'agrément des opérateurs de compétences avant le 1er avril 2019  
Informations qui doivent être communiquées par l'URSSAF aux opérateurs de compétences

Modalités d'intervention des opérateurs de compétences dans les DOM